

CONFLITS POUR LA TERRE ET ASSASSINATS AU BRÉSIL

Programme franco-brésilien *Fronteiras**

RÉSUMÉ La forte concentration foncière et l'absence d'une politique de réforme agraire au Brésil sont les principales causes des conflits sociaux qui se soldent par l'assassinat de paysans et de leurs défenseurs.

RESUMO A forte concentração fundiária e a ausência de uma política de reforma agrária no Brasil são as principais causas dos conflitos sociais que culminam em assassinatos de trabalhadores rurais e seus defensores.

ABSTRACT In Brazil the marked concentration of land-ownership, together with the lack of agrarian reform policy, are the major causes of social conflicts which result in the murders of peasants and of their advocates.

• ASSASSINATS • BRÉSIL • FRONT PIONNIER • LUTTES PAYSANNES • RÉFORME AGRAIRE

• ASSASSINATOS • BRASIL • FRENTE PIONEIRAS • LUTAS CAMPONESAS • REFORMA AGRÁRIA

• AGRARIAN REFORM • BRAZIL • MURDERS • PEASANT STRUGGLES • PIONEER FRONT

Les conflits sociaux qui se déroulent dans les campagnes brésiliennes trouvent leur origine dans la forte concentration foncière, que ne vient corriger aucune politique de réforme agraire. Les conflits strictement liés à la propriété de la terre ont toujours existé dans l'histoire du Brésil mais, au cours des trente dernières années, les politiques d'expansion des frontières agricoles ont provoqué l'apparition de nouveaux types de conflits liés aux nouvelles modalités d'exploitation du milieu (grands projets agricoles et forestiers, exploitations minières), provoquant une forte immigration plus ou moins contrôlée. Ces tensions sociales sont aggravées par l'action partisane de l'État, favorisant les grandes entreprises capitalistes, la lenteur de la justice et l'impunité des criminels.

On peut classer les conflits pour la terre en deux grands groupes: les conflits proprement fonciers et ceux qui opposent les ouvriers aux patrons qui ne remplissent pas leurs obligations en matière de législation du travail. En plus de ces deux grands groupes, s'ajoutent les conflits d'ordre politique qui impliquent les *leaders* syndicaux, les parlementaires, les membres des associations de défense des droits de l'homme, ainsi que les organisations liées à l'Église catholique.

Lorsque l'on analyse les données relatives aux assassinats dans les campagnes brésiliennes, il faut se rappeler que ces

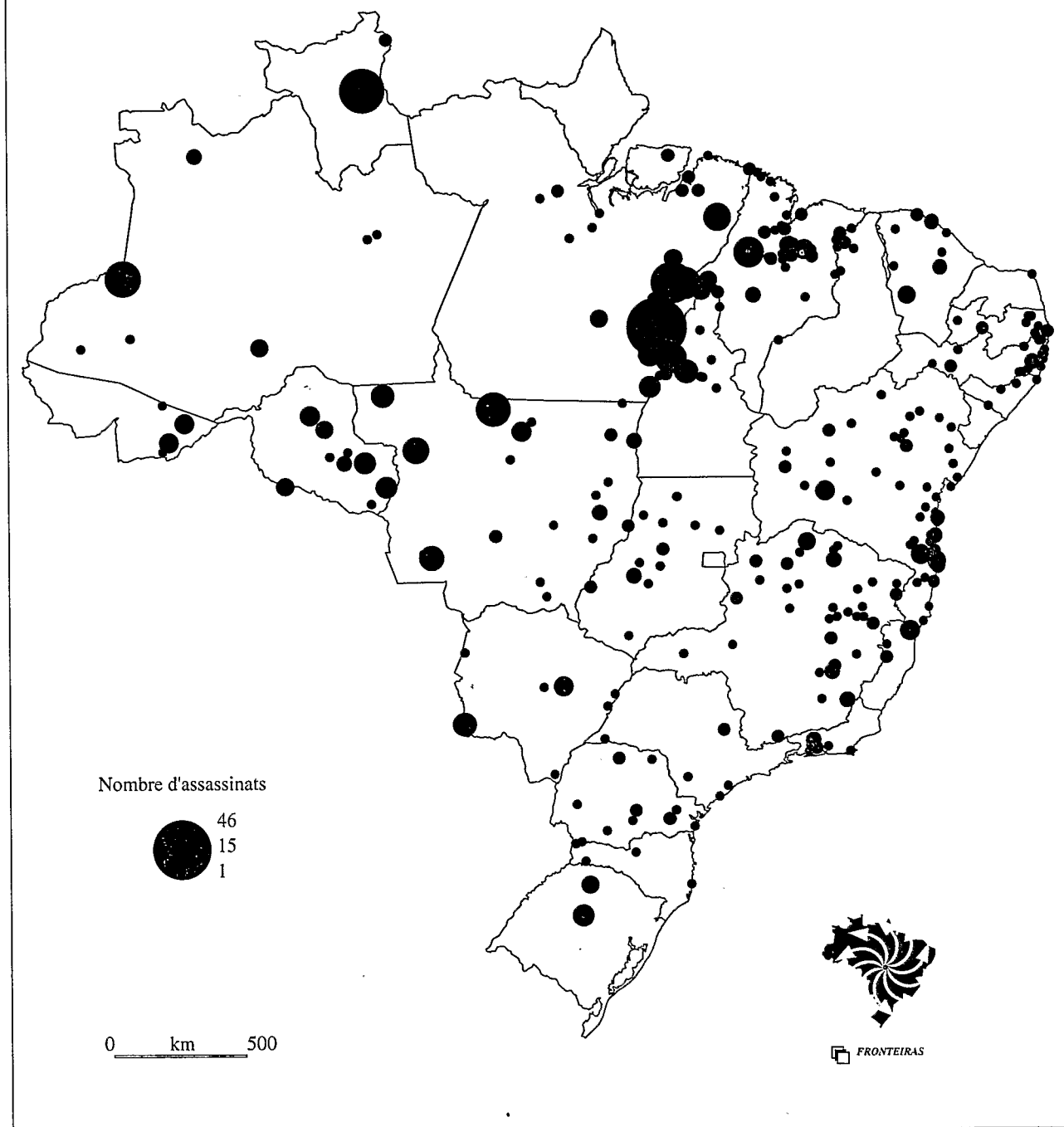
informations ne reflètent pas complètement la réalité. En effet, ces crimes ne sont pas toujours enregistrés en raison de la dimension du pays, de l'isolement de nombreuses régions et de l'absence des pouvoirs publics. Les organismes qui produisent les rares statistiques sur ce sujet (Commission Pastorale de la Terre, CPT; émanation de la Conférence Épiscopale du Brésil, CNBB; Mouvement des Sans-Terre) se limitent à enregistrer les cas pour lesquels des plaintes sont déposées, ou ceux qui ont fait l'objet de publication dans la grande presse.

Lorsque l'on aborde la question de la violence dans le milieu rural brésilien (de 1985 à 1990), à partir d'un indicateur unique, le nombre d'assassinats, on constate que la violence concerne tout le pays, de manière plus ou moins accentuée. L'annonce du Plan de Réforme Agraire par le gouvernement de la «Nouvelle République» en 1985 s'est accompagnée d'une recrudescence des homicides. De 1985 à 1990, la CPT a dénombré 673 assassinats dans l'ensemble des régions brésiliennes, soit plus de 100 par an.

La perspective d'une réforme agraire expropriant les terres «improductives» ou productives, mais litigieuses, a conduit un grand nombre de propriétaires à expulser non seulement les occupants sans titre, mais aussi les fermiers et métayers. Cette action agressive sur les hommes s'est accompagnée d'une action destructrice sur le milieu: pour feindre l'exploitation effective, de vastes superficies forestières ont été défrichées et brûlées et remplacées par des pâturages ne supportant qu'un

* Dora Rodrigues Hees et Evangelina Xavier Gouveia de Oliveira, Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (IBGE); Hervé Théry, GIP RECLUS-CNRS et Philippe Waniez, GIP RECLUS-ORSTOM.

MOURIR POUR LA TERRE



1. Nombre d'assassinats dans les conflits fonciers, 1985-1990

Source: Arquivo nacional, Comissão Pastoral da Terra-Brasil, Convention IBGE, GIP RECLUS, ORSTOM.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	85-90
Norte	62	29	75	55	18	30	269
Nordeste	39	32	36	34	18	27	186
Sudeste	18	21	12	8	6	9	74
Sul	4	2	5	1	13	2	27
Centro-Oeste	17	52	20	6	11	11	117
BRÉSIL	140	136	148	104	66	79	673

Répartition par région des assassinats liés aux conflits pour la terre, 1985-1990

élevage très extensif. Cette situation a, naturellement, conduit à un accroissement des tensions sociales. Mais, en 1988, la promulgation de la nouvelle Constitution, qui oublie pratiquement la réforme agraire, a sans doute tranquilisé les grands propriétaires terriens et, par là même, réduit le nombre d'homicides en 1989 et 1990.

La répartition spatiale des assassinats reflète des différences régionales ou des processus socio-économiques particuliers. Ainsi, les *municípios* les plus chauds sont localisés dans les frontières agricoles de l'Amazonie légale, et forment un arc au contact avec le Nordeste et le Centro-Oeste (fig. 1). C'est sur ces fronts pionniers agricoles ou miniers, auxquels mènent les principales routes, que les tensions sociales sont les plus aiguës donnant lieu au plus grand nombre de meurtres (tableau).

La principale concentration des assassinats se situe dans le Sud-Est du Pará. C'est aussi dans cette région qu'ils apparaissent le plus régulièrement au cours des années 1985-1990. Les images transmises par la navette spatiale américaine ont montré l'intensité des défrichements et des incendies liés au grand nombre d'entreprises agropastorales dans l'aire d'extension du grand complexe minier et industriel de Carajás. A cela s'ajoute la lutte incessante des chercheurs d'or, de bois précieux, et des populations vivant de la noix du Pará. On comprend mieux la rudesse des chocs provoqués par ces formes incompatibles d'exploitation du milieu naturel.

L'assassinat, en 1988, du leader syndical et écologiste Chico Mendes a révélé au Monde un autre exemple de conflit, particulier à l'est de l'Acre. La cause principale des tensions sociales est l'arrivée des éleveurs qui établissent des pâturages en détruisant la forêt, base de la survie de milliers de *seringueiros* (saigneurs d'hévéa) et de *castanheiros* (ramasseurs de noix du Pará). Au début des années 1970, les victimes des éleveurs ne pouvaient résister et étaient refoulées vers la périphérie de Rio Branco (capitale de l'Acre), la Bolivie ou le Pérou. À partir de 1974-1975, la création de syndicats d'ouvriers ruraux a rendu possible la résistance aux défrichements, sauvant ainsi environ 1 200 000 hectares (d'après Chico Mendes).

Le cas du Roraima est exemplaire des conséquences néfastes d'une décision gouvernementale, La création du Projet Calha



Norte, en 1985, avait pour justification principale de marquer la présence effective de l'État brésilien sur les 6 000 kilomètres de la frontière nord du pays. L'installation d'aéroports a facilité l'invasion des réserves des Indiens Yanomamis par un grand nombre de chercheurs d'or. Ce choc s'est immédiatement traduit par le début de la désagrégation de la société indigène et des affrontements violents. Bien entendu, les 29 décès enregistrés par la CPT ne rendent compte que très partiellement du drame qui se déroule sous nos yeux.

Le reste du Brésil n'est pas épargné par les conflits pour la terre. Leur origine et leur nature apparaît cependant quelque peu différente. Dans ces régions, où les activités économiques sont plus consolidées, les assassinats sont liés, pour une large part, au problème de l'inégale répartition des terres. Leur fréquence et leur répartition géographique dépend des situations locales ou régionales et de la capacité des paysans à organiser leurs luttes.

Références bibliographiques

- BECKER B., 1990, *Amazônia*, São Paulo, Atica, 112 p.
 EGLER J., THÉRY H., 1982, *Le pillage de l'Amazonie*, Paris, Maspéro, 208 p.
 HEES D., 1990, «Os povos da floresta, os imigrantes e os modelos de ocupação territorial impactos e alternativas», *Revista Brasileira de Geografia*, Rio de Janeiro, IBGE, vol. 52, n° 3, pp. 83-89.
 IBGE, 1990, *PMACI I (Projeto de Proteção do Meio Ambiente e das Comunidades Indígenas). Diagnóstico Geoambiental e Sócio-Econômico*, Rio de Janeiro, IBGE, 150 p.
 MOREIRA M., 1989, «A estratégia do genocídio», *Tempo e Presença*, Rio de Janeiro, CEDI, XI^e année, n° 244-245, pp. 13-17.